

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1902.

Proposition de loi réglementant la production de l'alcool (1). — Proposition de loi modifiant la législation relative à la fabrication et à l'importation des alcools (2).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (3), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée de l'examen de la proposition de loi de MM. Beauduin et consorts (n° 50) et de celle de MM. Versteylet et consorts (n° 51), est composée des membres qui ont formé la Section centrale chargée de faire rapport sur la proposition de loi de MM. Francotte et consorts (n° 131, de 1901).

Elle se trouve donc simplement appelée à compléter, par un rapport nouveau, son premier travail.

La proposition de MM. Beauduin et consorts maintient, dans son ensemble, le régime institué par la loi du 15 avril 1896, régime auquel le législateur avait assigné pour but de favoriser l'agriculture en développant la distillerie agricole.

Toutefois, les honorables auteurs de la proposition, partisans du système du contingent et préoccupés de la situation précaire faite par la loi de 1896 à la distillerie industrielle; désireux, d'autre part, d'assurer le maintien

(1) Proposition de loi, n° 50.

(2) Proposition de loi, n° 51.

(3) La Commission était composée de MM. HEYNEN, *président*, TACK, DENIS, VERHAEGEN, SCHOLLAERT, VANDEVENNE, DE WINTER.

de la plus grande partie des privilèges accordés à la distillerie agricole par les lois du 15 avril 1896 et du 29 mars 1900, proposent uniquement à la Chambre d'abaisser de 4 à 3 hectolitres le maximum de prise en charge des flegmes, pour les distillateurs agricoles qui veulent continuer à jouir d'une réduction d'impôt de 12 centimes. Ils estiment que la production annuelle de la distillerie agricole baissera, de ce chef, de 87.000 hectolitres et que la production de la distillerie industrielle se trouvera accrue de cette même quantité de 87.000 hectolitres.

Il convient de signaler tout spécialement ici la disposition ingénieuse en vertu de laquelle il serait loisible aux distillateurs agricoles qui produisent par jour 3 hectolitres de flegmes, de porter ce nombre à 4 hectolitres, sans augmentation de droits, moyennant de suspendre leur production d'alcool durant trois mois chaque année.

La proposition de MM. Versteylen et consorts maintient, elle aussi, le principe du privilège en faveur de la distillerie agricole, privilège qui forme la base des lois du 15 avril 1896 et du 29 mars 1900.

Toutefois, elle l'applique d'une façon différente et elle introduit un principe nouveau, celui du contingent. Elle partage la production totale de l'alcool de bouche entre les diverses catégories de distillateurs.

Il résulte de cet examen sommaire que les propositions nouvelles sont le contrepied de celle de MM. Francotte et consorts.

Celle-ci a pour principe le retour au droit commun. Celles-là maintiennent le régime du privilège et préconisent des moyens empiriques pour remédier aux inconvénients que ce régime a amenés dans l'industrie réglementée.

La Commission spéciale a rejeté la proposition de MM. Beauduin et consorts par trois voix contre deux et une abstention.

Elle a rejeté la proposition de MM. Versteylen et consorts par trois voix contre deux et une abstention.

Elle demeure favorable à l'adoption de la proposition de MM. Francotte et consorts, sous réserve des modifications qu'elle a indiquées dans un précédent rapport et sous réserve de l'amendement suivant qu'elle propose à la Chambre d'ajouter à l'article 2 de la proposition de MM. Francotte et consorts, après les mots : « et qui préféreront renoncer à l'exercice de leur industrie », les mots suivants : « ou qui y auront renoncé après le 1^{er} mai 1902 ».

Désireuse, d'autre part, d'aider l'agriculture nationale, sans sortir du droit commun, la Commission spéciale a prié M. le Ministre des Finances et des Travaux publics de lui faire connaître la suite qu'il compte donner aux vœux qui lui ont été soumis par la Société centrale d'Agriculture de Belgique.

Ces vœux sont les suivants :

« La Société centrale d'Agriculture de Belgique émet le vœu de voir le » Gouvernement :

» 1^o Accorder immédiatement la dénaturation de l'alcool au dénaturant » général, avec ristourne complète pour éclairage, chauffage et production » de force motrice ;

» 2^o Permettre la vente de l'alcool dénaturé. »

Voici la réponse de M. le Ministre :

Bruxelles, le 17 mars 1902.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Par votre lettre du 2 de ce mois, vous avez bien voulu me demander de vous faire connaître la suite que je compte donner aux vœux qui m'ont été soumis par la Société centrale d'Agriculture de Belgique.

» Le Gouvernement use, dans une très large mesure, des pouvoirs que lui confère l'article 13 de la loi du 13 avril 1896, lequel permet d'accorder décharge de l'accise, moyennant dénaturation préalable, pour les alcools destinés à des usages industriels. Sauf en ce qui concerne la fabrication des parfums, dont le dégrèvement ne répondrait à aucune nécessité véritable, la faveur en question a été consentie à tous les industriels qui l'ont sollicitée.

» En ce qui concerne l'alcool employé à la production de la force motrice, j'ai fait connaître, par ma circulaire du 11 février dernier, que j'étais disposé à accorder la décharge *totale* de l'impôt pour l'alcool dénaturé destiné à mettre en action des moteurs installés à demeure. J'ai même autorisé l'emploi de l'alcool dénaturé pour des essais de moteurs d'automobiles.

» Mais si j'ai pu admettre la dénaturation relative des alcools, c'est-à-dire l'utilisation de l'alcool industriel moyennant contrôle de la part de l'administration, je ne puis consentir pour le moment, vu les inconvénients qui peuvent résulter de la mise à la portée du public d'alcool dénaturé et exempt d'impôt, à permettre la dénaturation absolue, c'est-à-dire la mise en vente, sans contrôle possible, de l'alcool dénaturé.

» Il résulte au surplus des expériences auxquelles il a été procédé que, dans les conditions économiques actuelles de notre pays, l'éclairage et le chauffage à l'alcool dénaturé sont beaucoup plus onéreux que l'éclairage et le chauffage au pétrole.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

» *Le Ministre,*

» P. DE SMET DE NAEYER. »

M. le Ministre des Finances et des Travaux Publics repousse la dénaturation absolue et la mise en vente de l'alcool dénaturé, pour deux motifs :

1° Il peut résulter des inconvénients de la mise à la portée du public d'alcool dénaturé et exempt d'impôt;

2° Il résulte des expériences auxquelles il a été procédé que, dans les conditions économiques actuelles de notre pays, l'éclairage et le chauffage à l'alcool dénaturé sont beaucoup plus onéreux que l'éclairage et le chauffage au pétrole.

La Commission spéciale ne partage pas entièrement, sur ces deux points, le sentiment de M. le Ministre.

L'Allemagne a adopté un dénaturant général officiel consistant en un

mélange de $\frac{4}{5}$ d'esprit pyroacétique et de $\frac{1}{5}$ de base de piridine versés dans l'alcool dans la proportion de 2 $\frac{1}{2}$ litres pour 100 litres d'alcool à 100°. Ce dénaturant donnerait, dit-on, toute satisfaction au double point de vue de l'efficacité et du danger de fraude.

Telle paraît du moins être la portée d'une déclaration faite par le Ministre des Finances de l'empire d'Allemagne.

S'il est vrai que l'alcool dénaturé ne peut être ni consommé ni régénéré, la Commission ne saisit pas quels inconvénients pourraient résulter de la mise à la portée du public de semblable liquide.

Elle estime, d'autre part, que le Gouvernement n'a pas à se préoccuper des prix comparatifs de l'éclairage et du chauffage à l'alcool et au pétrole.

Aussi longtemps que l'emploi de l'alcool sera plus onéreux que celui du pétrole, sans offrir des compensations qui fassent pencher la balance en sa faveur, l'industrie ne fabriquera et ne dénaturera pas d'alcool dans le but de le faire servir à l'éclairage et au chauffage.

Mais si toute entrave fiscale disparaît, si le Gouvernement vient en aide aux hommes d'initiative en permettant la vente de l'alcool dénaturé au dénaturant officiel et en le dégrevant, des efforts énergiques et persévérants seront certainement faits pour utiliser l'alcool dénaturé en vue de l'éclairage, du chauffage et de la production de la force motrice, et tout permet d'espérer que ces efforts seront à bref délai couronnés de succès.

L'usage de l'alcool dénaturé se généralisant, l'agriculture belge trouverait pour ses produits des débouchés nombreux et stables.

Aussi la Commission appelle-t-elle la bienveillante attention de M. le Ministre des Finances et des Travaux publics sur les vœux de la Société centrale d'Agriculture, vœux auxquels elle s'associe à l'unanimité de ses membres.

Un membre a annoncé l'intention de joindre au présent rapport une note de minorité.

Le Rapporteur,
VERHAEGEN.

Le Président,
D^r W. HEYNEN.

NOTE DE MINORITÉ.

Lors des délibérations de la Section centrale saisie de la proposition de M. Francotte, j'ai protesté contre toute solution fragmentaire de la question de l'alcool. Je renouvelle cette protestation devant la même Section saisie des propositions de MM. Beauduin, Debruyne et Versteyleu. Le problème est à la fois industriel, agricole, financier et moral. Il est devenu, à mes yeux, absolument impossible d'en disjoindre les aspects, et de proposer à la Chambre des solutions partielles, qui ne font que prolonger cette situation empirique nous livrant à des expédients éphémères, et dont l'inévitable effet est de provoquer des plaintes sans cesse renaissantes.

Le problème moral domine si bien qu'il suffit d'un examen statistique sincère, pour se convaincre qu'un amendement à la loi du 18 avril 1896 ne peut plus suffire actuellement.

J'ai établi le tableau qui suit, en déduisant des quantités annuelles d'alcool indigène livrées à la consommation, l'alcool dénaturé et livré à l'industrie; mais j'ai redressé, dans le calcul de ce qui est livré à la consommation de bouche, les erreurs dérivant d'inexactes données sur la population du pays. En effet, on prend en général comme base des calculs de la consommation par tête, les chiffres fournis par l'annuaire de statistique et qui exposent, d'année en année, la population d'après l'ensemble des registres de population des communes. Or, dans les intervalles des recensements décennaux, ces chiffres présentent une exagération croissante de la population totale, et dès lors les calculs de consommation moyenne sont viciés. Que faut-il faire? Il faut augmenter d'année en année, d'un recensement à l'autre, la population recensée de la moyenne annuelle calculée d'après l'écart entre les résultats des deux recensements. C'est ce que j'ai fait dans le tableau qui suit. La consommation moyenne y est exprimée en divisant la quantité totale livrée à la consommation, par la population aussi rigoureusement déterminée que possible.

	Population basée exclusivement sur les recensements décennaux.	Consommation moyenne de l'alcool par tête.
		Litres.
1890	6,069,521	9.29
1891	6,151,680	9.69
1892	6,194,139	9.59
1893	6,256,598	9.55
1894	6,519,050	9.46
1895	6,581,510	10.06
1896	6,445,969	8.62
1897	6,506,428	9.08
1898	6,568,887	8.54
1899	6,631,346	8.61
1900	6,693,810	9.44
1901	6,756,269	9.62

En admettant que les excédents soustraits au fisc avant 1896 fussent de 8 %, les consommations moyennes de la première période devront être augmentées comme il suit :

	Litres.	
1890.	10.03	par habitant.
1891.	10.46	—
1892.	10.35	—
1893.	10.28	—
1894.	10.21	—

Ce calcul n'effacerait pas la gravité de la progression que nous sommes obligés de constater, quelques années après l'application de la loi nouvelle, et qui est à ce point rapide, que les quantités livrées à la consommation moyenne, ou sollicitant cette consommation progressent de 1 litre en quatre ans.

	Litres.	
1898.	8.54	par habitant.
1899.	8.61	—
1900.	9.44	—
1901.	9.62	—

On ne peut ici tenir compte des fraudes qui élèveraient la consommation moyenne.

Au point de vue de l'alcoolisme, l'application de la loi de 1896 sera donc un véritable échec; et dans l'élaboration fragmentaire d'une législation si grave, et susceptible d'exercer une influence si considérable sur la classe ouvrière, je m'attends, une fois la proposition de M. Francotte votée dans la précipitation d'une fin de session, à quelque autre mesure précipitée élevant les droits sur l'alcool, masquant sa fiscalité derrière les purs motifs d'intérêt social et moral, réservant, après un ralentissement de la consommation, de nouvelles déceptions à l'avenir, et pesant d'un poids nouveau sur l'ensemble de la classe ouvrière, atteignant les familles doublement victimes de l'alcoolisme, sans même avoir la vertu de réduire d'une manière durable la consommation. Sans doute l'imposition de l'alcool est l'un des moyens de contenir sa consommation, mais c'est le système d'imposition qui importe, et il semble singulièrement hasardé d'affirmer, comme le fait l'honorable Rapporteur sans commenter son affirmation, que *l'augmentation rationnelle et répétée des droits d'accise aurait sur la consommation de l'alcool le même effet que le monopole de l'État, avec réduction graduelle de la production*. C'est que le monopole peut être conçu avec un caractère de complexité de systématisation, et un caractère moral prépondérant qui lui assure, avec un plus haut degré de justice, une efficacité plus étendue, plus sûre, plus durable que celle de mesures de pure fiscalité. C'est dans cet ensemble de caractères qu'est l'intérêt le plus puissant d'un débat, auquel l'ampleur nécessaire ne peut être donnée évidemment en ce moment.

Même circonscrite dans le pur domaine économique, entre l'industrie et l'agriculture, il faut condamner une discussion hâtive, impuissante à fixer

l'attention de la Chambre, et enserrée entre les discussions de six à sept budgets d'une importance énorme, auxquels il n'est pas possible de consacrer plus d'une douzaine de séances utiles. On s'explique d'autant moins que l'on mette dans ce débat une telle précipitation, que, d'une part, le Gouvernement, qui a adhéré au principe de la proposition de M. Francotte, annonce pour la dernière heure des amendements que nous n'aurons même pas le temps d'examiner; que, d'autre part, l'inévitable sacrifice de presque toutes les distilleries agricoles soulève une opposition considérable. C'est pitié de voir avec quelle hâte d'en finir on abaisse aujourd'hui la distillerie agricole, à laquelle il y a six ans on annonçait des destinées si éclatantes. N'était-il pas aussi évident, il y a six ans qu'aujourd'hui, que si elle est indéniablement utile à l'agriculture, son influence n'est pas moins activement limitée? Un calcul très simple permet d'établir que si toute la production d'alcool en 1901 était accomplie par des coopératives, il n'y en aurait pas plus de 337 dans le pays, et si elle l'était par des distillateurs individuels, il n'y en aurait que 982; qu'à raison de 6 hectolitres de drêche par hectolitre d'alcool, la distillerie n'assure d'alimentation qu'à 12,000 à 13,000 têtes de bétail sur 1,600,000, et qu'elle n'intéresse qu'une infime partie du territoire, 30,000 à 32,000 hectares! Tout cela était aussi vrai alors et aussi facile à établir qu'aujourd'hui.

Les distilleries agricoles sacrifiées, quels problèmes vont naître avec la prépondérance des distilleries industrielles? D'une part, M. Versteylen entr'ouvre des perspectives redoutables: l'extension de la crise aux distillateurs de céréales; une nouvelle surexcitation de la production par l'entrée en lutte des distillateurs indemnisés et transformés en industriels et fabricants de levure; une surproduction nouvelle en perspective. De là, un effort intéressant dans le rapport de M. Versteylen, qui semble être sur la route d'un monopole d'achat et de vente en gros et de rectification. Et si le Gouvernement se décidait alors, après le sacrifice des distilleries agricoles, à étendre le système d'indemnités d'aujourd'hui, est-ce que les distilleries industrielles, héritières de la production des distilleries agricoles indemnisées, recevraient encore, à leur tour, une indemnité pour cet accroissement de production, qui pèserait alors deux fois sur le Trésor public? On n'a même pas prévu cette hypothèse dans la proposition.

D'autre part, la perspective d'un *trust* de la distillerie oblige le Gouvernement à préparer des mesures douanières propres à le conjurer. Seront-elles appliquées, seront-elles suffisantes?

Le Gouvernement nous propose-t-il aussi, avec l'auteur de la proposition, un système de primes nouvelles pour favoriser l'exportation de ce poison, idée invraisemblable dans un projet destiné à anéantir des privilèges?

Le principe même de l'indemnité, comment se légitime-t-il en dehors de la constitution d'un monopole? On conçoit avec M. Lejeune, et c'est ma propre pensée, que l'État instituant un monopole, paie la rançon d'un retour à un impérieux devoir, alors que M. Mesdach de Ter Kiele va jusqu'à exécuter, sans aucune indemnité, une industrie condamnée à une précarité éternelle, parce qu'elle est éternellement malfaisante. Mais dans un système, comme celui de la proposition de M. Francotte, comment va-t-on transformer en *droits*

acquis, des avantages dérivant de *privileges* par leur nature révocables? Comment le Gouvernement se mettra-t-il ici d'accord avec lui-même, et justifiera-t-il, en 1902, un principe qu'il a jugé si dangereux en 1899, et un fardeau de 16,000,000 de francs à charge du Trésor sans même que personne, au témoignage des auteurs des deux propositions nouvelles, en éprouve de satisfaction? (18 juillet 1899, *Ann. parl.*, 2045.)

Nous sommes à la veille d'accomplir encore, — j'en ai la triste conviction, — une œuvre profondément imparfaite et fatalement incohérente et grosse de difficultés nouvelles. C'est pourquoi je m'élève avec force contre tout débat précipité. Je demande que le problème de l'alcool, sous son triple aspect moral et social, fiscal, industriel-agricole, soit l'objet d'un débat d'ensemble et approfondi, dès le début de la prochaine session, tous les principes restant entiers d'ici là, et toutes les propositions déjà livrées à des commissions différentes, ou à venir, devant être réservées pour une même discussion d'ensemble. Si des mesures conservatoires, laissant absolument intacts les principes, peuvent être prises en ce moment, qu'on les examine avec impartialité et équité.

H. DENIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 APRIL 1902.

Wetsvoorstel tot het regelen der voortbrenging van alcohol ⁽¹⁾. — Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op het vervaardigen en invoeren van alcohol ⁽²⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽³⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

De bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel der heeren Beauduin en medeleden (n^o 50) en van dit der heeren Versteylen en medeleden (n^o 51), bestaat uit de leden die deel uitmaakten van de Middenaafdeeling, welke verslag uitbracht over het wetsvoorstel der heeren Francotte en medeleden (n^o 131, van 1901).

Dus heeft zij eenvoudig haren eersten arbeid aan te vullen door een nieuw verslag.

Het voorstel der heeren Beauduin en medeleden handhaaft in zijn geheel het stelsel der wet van 15 April 1895 en waardoor de wetgever den landbouw wilde bevorderen door uitbreiding der landbouwstokerijen.

Doch de achtbare voorstellers, voorstanders van het bepaald aandeel en bezorgd om den neteligen toestand, waarin de wet van 1896 de nijverheidsstokerijen heeft geplaatst, en die van den anderen kant het merendeel

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 50

⁽²⁾ Wetsvoorstel, n^o 51.

⁽³⁾ De Commissie bestond uit de heeren HEYNEN, *voorzitter*, TACK, DENIS, VERHAEGEN, SCHOLLAERT, VANDEVENNE, DE WINTER.

der voorrechten willen behouden, welke de landbouwstokerijen verwierven door de wetten van 15 April 1896 en 29 Maart 1900, stellen aan de Kamer eenvoudig voor, om het maximum van den aanslag der flegma's van 4 tot 5 hectoliter te verlagen voor landbouwstokers die 12 centiemen belasting minder willen blijven betalen. Ze zijn van gevoelen dat de jaarlijksche voortbrenging der landbouwstokerijen met 87,000 hectoliter zal afnemen, en die der nijverheidsstokerijen evenveel toenemen.

Hier dient inzonderheid gewezen op de vernuftige bepaling, krachtens welke het den landbouwstokers, die dagelijks 5 hectoliter flegma's voortbrengen, zou vrijstaan dit getal op 4 hectoliter te brengen, zonder verhooging van rechten, mits zij ieder jaar gedurende drie maanden geenen alcohol voortbrengen.

Ook het voorstel van de heeren Versteylen en medeleden handhaaft het voorrecht ten bate der nijverheidsstokerijen, dat tot grondslag dient aan de wetten van 15 April 1896 en 29 Maart 1900.

Doch het past dit voorrecht op eene andere wijze toe, en voert een nieuw beginsel in, namelijk het bepaald aandeel. Het verdeelt de algeheele voortbrenging van drinkbaren alcohol onder de verschillende klassen van stokers.

Uit dit oppervlakkig overzicht blijkt, dat de nieuwe voorstellen gansch het tegenovergestelde zijn van 't voorstel der heeren Francotte en medeleden.

Dit laatste is gegrond op het gewoon recht. De andere handhaven het voorrecht en stellen empirische middelen voor tot het verhelpen van de bezwaren, door dit stelsel verwekt in de verordende nijverheid.

De bijzondere Commissie verwierp het voorstel van de heeren Beauduin en medeleden met drie stemmen tegen twee en eene onthouding.

Ingelijks met drie stemmen tegen twee en eene onthouding, wees zij het voorstel der heeren Versteylen en medeleden van de hand.

Ze blijft voor het aannemen van het voorstel der heeren Francotte en medeleden, onder voorbehoud van de wijzigingen, door haar opgegeven in een voorgaande verslag en van het navolgend amendement, dat zij de Kamer voorstelt in het ontwerp der heeren Francotte en medeleden op te nemen : na de woorden : « en die verkiezen af te zien van het uitoefenen hunner nijverheid », bij te voegen : « of er na 1 Mei 1902 van afzagen ».

Wenschende van eenen anderen kant, 's lands akkerbouw ter hulp te komen, zonder buiten het gewoon recht te treden, heeft de bijzondere Commissie den heer Minister van Financiën en Openbare Werken verzocht haar te melden welk gevolg hij denkt te geven aan de wenschen, hem uitgedrukt door de Centrale Landbouwvereniging van België.

Ziehier deze wenschen :

« De Centrale Landbouwvereniging van België drukt den wensch uit dat » de Regeering :

- » 1° Onmiddellijk zou toelaten alcohol ondrinkbaar te maken door algemeene ontaarding, met volle terugbetaling van rechten, voor verlichting,
- » verwarmaning en voortbrenging van drijfkracht ;
- » 2° Toelaten ontaarden alcohol te verkoopen. »

Ziehier het antwoord van den heer Minister :

Brussel, 17 Maart 1902.

« MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Bij brief van 2 dezer hebt gij mij verzocht u te willen melden welk gevolg ik denk te geven aan de wenschen, mij overgemaakt door de Centrale Landbouwmaatschappij van België.

» In ruime mate maakt de Regeering gebruik van de macht, haar verleend door artikel 13 der wet van 15 April 1896, dat veroorlooft, mits voorafgaande ontaarding, ontslaging van accijns te verleenen voor alcohol dienende tot de nijverheid. Behalve voor 't vervaardigen van reukwerken, waarvoor ontslaging aan geene wezenlijke behoefte zou beantwoorden, werd bedoelde gunst toegestaan aan *al* de nijveraars, die het vroegen.

» Wat betreft alcohol tot het voortbrengen van drijfkracht, zegde ik in mijnen omzendbrief van 11 Februari laatstleden, dat ik geneigd was *volle* ontslaging van belasting te verleenen voor ontaarden alcohol, om vaststaande motoren in beweging te brengen. Zelfs liet ik het gebruik van ontaarden alcohol toe voor proefnemingen met motorwagens.

» Doch kon ik de betreffelijke ontaarding van alcohol toestaan, dat is het gebruiken van alcohol voor de nijverheid, mits toezicht vanwege 't bestuur, toch kan ik vooralsnu, gezien de mogelijke bezwaren om ontaarden en onbelasten alcohol in 't bereik van het publiek te stellen, niet toestemmen in volstrekte ontaarding, dat is te koop stellen van ontaarden alcohol, zonder mogelijk toezicht.

» Uit genomen proeven blijkt overigens dat, in de huishoudkundige omstandigheden onzes lands, verlichting en verwarming met ontaarden alcohol thans veel duurder kost dan met petroleum.

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de uitdrukking mijner gevoelens van hoogachting.

» *De Minister,*

» P. DE SMET DE NAEYER. »

De heer Minister van Financiën en Openbare Werken verwerpt het volstrekt ontaarden en het te koop stellen van ontaarden alcohol om twee redenen :

1^o Het kan bezwaar opleveren, ontaarden alcohol, vrij van rechten, in 't bereik van het publiek te stellen;

2^o Uit genomen proeven blijkt dat, in de huishoudkundige omstandigheden onzes lands, verlichting en verwarming met ontaarden alcohol thans veel duurder kost dan met petroleum.

De bijzondere Commissie deelt over beide punten niet volkomen het gevoelen van den heer Minister.

In Duitschland werd officiëel eene algemeene ontaardende stof aangenomen, die bestaat uit $\frac{4}{5}$ houtgeest en $\frac{1}{5}$ olieachtig alcali, in de hoeveelheid

van 2 1/2 liter voor 100 liter alcohol 100°. Er wordt beweerd dat die ontaardende stof alle bevrediging geeft met het oog op doelmatigheid en gevaar van bedrog.

Dit schijnt ten minste te volgen uit eene verklaring van den heer Minister van Financiën in het Duitsche rijk.

Is het waar, dat ontaarde alcohol niet meer verbruikt noch opnieuw drinkbaar gemaakt kan worden, zoo begrijpt de Commissie niet welke bezwaren het kan opleveren dergelijke vloeistof in 't bereik van het publiek te stellen.

Anderzijds meent zij, dat de Regeering zich niet hoeft in te laten met vergelijking der kosten van verlichting en verwarming met alcohol en met petroleum.

Zoolang 't gebruiken van alcohol duurder te staan komt dan petroleum, zonder voordeelen op te leveren, die daartegen opwegen, zal de nijverheid geenen alcohol voortbrengen en ontaarden, om hem te bezigen tot verlichting en verwarming.

Doch worden alle fiskale hinderpalen weggenomen, steunt de Regeering ondernemende mannen en veroorlooft zij den verkoop van alcohol, volgens de wettelijke wijze ontaard, en vrij van rechten, dan zullen er voorwaar aanhoudend krachtvolle pogingen worden aangewend om ontaarden alcohol te doen dienen voor verlichting en verwarming en tot voortbrenging van drijfkracht; ook laat alles voorzien dat dergelijke pogingen eerlang met den besten uitslag bekroond zullen worden.

Wordt het gebruiken van ontaarden alcohol algemeen, dan zal de Belgische landbouw voor zijne voortbrengselen talrijke en bestendige uitwegen vinden.

Ook vestigt de Commissie de welwillende aandacht van den heer Minister van Financiën en Openbare Werken op de wenschen der Centrale Landbouwmaatschappij, waarmede zij zich eenparig vereenigt.

Een lid kondigde zijn inzicht aan, dit verslag eene minderheidsnota toe te voegen.

De Verslaggever,

VERHAEGEN

De Voorzitter,

D^r W. HEYNEN.

MINDERHEIDSNOTA.

Tijdens de beraadstagingen van de Middenafdeeling over het voorstel van den heer Francotte, verzette ik mij tegen alle gedeeltelijke oplossing van het alcohol-vraagstuk. Dit protest herhaal ik tegenover dezelfde Afdeeling, belast met het onderzoek der voorstellen van de heeren Beauduin, De Bruyn en Versteylen. Het vraagstuk raakt en nijverheid en landbouw, het is een financiëel zoowel als een zedelijk vraagstuk. Mijns inziens, is het volstrekt onmogelijk geworden de verschillende zijden afzonderlijk te beschouwen en de Kamer gedeeltelijke oplossingen voor te stellen, die dezen empirischen toestand verlengen en ons overleveren aan vergankelijke uitvluchten, die onvermijdelijk steeds herhaalde klachten moeten verwekken.

Het zedelijk vraagstuk overheerscht deze zaak zoozeer, dat het volstaat oprecht de statistiek te onderzoeken, om overtuigd te zijn dat een amendement op de wet van 18 April 1896 thans niet meer voldoende kon wezen.

Onderstaande tabel heb ik opgemaakt mits den ontaarden en aan de nijverheid overgeleverden alcohol af te trekken van den inlandschen alcohol in verbruik; doch bij 't berekenen van wat als drank wordt verbruikt, wees ik de dwalingen terecht, die voortspruiten uit onnauwkeurige opgaven over 's lands bevolking. Want doorgaans wordt het verbruik per hoofd berekend naar de cijfers van het statistisch jaarboek, welke van jaar tot jaar de bevolking opgeven volgens de gezamenlijke bevolkingsregisters der gemeenten. Welnu, in den tijd tusschen de tienjarige volkstellingen, leveren die cijfers eene overdreven verhooging van de algeheele bevolking op, zoodat de cijfers van het gemiddeld verbruik onnauwkeurig worden. Wat is er te doen? Van jaar tot jaar, van de eene volkstelling tot de andere de opgenomen bevolking verhoogden volgens het verschil tusschen de uitslagen van de twee volkstellingen. Dat deed ik in onderstaande tabel. Het gemiddeld verbruik wordt daarin uitgedrukt door verdeling van de gansche hoeveelheid, die aan 't verbruik wordt overgeleverd, met de zoo streng mogelijk bepaalde bevolking.

	Bevolking uitsluitend gesteund op de tienjarige volkstellingen	Gemiddeld alcoholverbruik per hoofd.
		Liter.
1890	6,069,321	9.29
1891	6,131,680	9.69
1892	6,194,139	9.59
1893	6,256,598	9.53
1894	6,319,050	9.46
1895	6,381,510	10.06
1896	6,443,969	8.62
1897	6,506,428	9.08
1898	6,568,887	8.54
1899	6,631,346	8.61
1900	6,693,810	9.44
1901	6,756,269	9.62

Aangenomen dat het overschot, vóór 1896 den fiscus onttrokken, 8 % zou bedragen, dan hoeft het gemiddeld verbruik in het eerste tijdvak verhoogd als volgt :

	Liter.	
1890.	10.03	per inwoner.
1891.	10.46	—
1892.	10.35	—
1893.	10.28	—
1894.	10.21	—

Deze berekening zou de toeneming, welke wij eenige jaren na toepassing der nieuwe wet verplicht zijn te doen uitschijnen, niet minder erg maken; zij gaat zoo snel, dat de hoeveelheden, aan 't gemiddeld verbruik overgeleverd of die dat verbruik uitlokken, om de vier jaar met 1 liter toenemen.

	Liter.	
1898.	8.54	per inwoner.
1899.	8.61	—
1900.	9.44	—
1901.	9.62	—

Hier kan geene rekening worden gehouden met het bedrag, dat het gemiddeld verbruik verhoogden zou.

Met het oog op drankzucht, zal het toepassen der wet van 1896 dus eene wezenlijke mislukking zijn; en wordt eene zoo ernstige wet, welke zulken grooten invloed op den arbeidersstand uitoefenen kan, broksgewijze opgemaakt, zoo verwacht ik mij, is eenmaal het voorstel van den heer Francotte goedgekeurd in de overhaasting op het einde van eenen zittijd, aan een of andere overhaaste maatregel tot verhooging der rechten op alcohol, die zijnen fiskalen aard verbergt achter de zuivere redenen van maatschappelijk en zedelijk belang, en die, na eene vertraging in het verbruik, nieuwe toekomstige teleurstellingen voorbehoudt, met hernieuwde zwaarte drukkend op gansch den arbeidersstand, de familiën treffende, die tweemaal het slachtoffer zijn van drankzucht, zonder zelfs de macht te bezitten het verbruik op duurzame wijze te verminderen. Ongetwijfeld is het belastingen van alcohol een der middelen om 't verbruik tegen te houden, doch het stelsel van belasting treedt hier op den voorgrond, en 't schijnt erg gewaagd met den achtbaren Verslaggever zonder bewijs te bevestigen, dat *redematig een herhaalde verhooging der accijsrechten op 't verbruik van alcohol hetzelfde zou te weeg brengen als een Staatsmonopolie, met tragsgewijze vermindering der voortbrenging*. Monopolie kan worden opgevat met een karakter van ingewikkelde stelselmatigheid, en een overwegend zedelijk karakter, dat het, met meerdere rechtvaardigheid, veel doeltreffender, zekerder en duurzamer maakt dan maatregelen van louter fiskalen aard. In die gezamenlijke karakters ligt het machtigste belang van een debat, waaraan voorwaar op dit oogenblik niet den noodigen omvang gegeven kan worden.

Zelfs beperkt louter huishoudkundig gebied, tot nijverheid en landbouw, is af te keuren eene overhaaste bespreking, die onmogelijk de aandacht der

Kamer kan vestigen, en geprangd wordt tusschen het onderzoek van zes of zeven uiterst gewichtige begroolingen, waaraan onmogelijk meer dan een twaalfstal zittingen gewijd kunnen worden. Des te minder past dergelijk overhaast debat, daar enerzijds de Regeering, die 't beginsel van het voorstel des heeren Francotte toetreedt, voor 't laatste oogenblik amendementen aankondigt, welke wij, bij gemis van tijd, niet eens kunnen onderzoeken, en daar anderzijds het onvermijdelijk opgeven van nagenoeg al de landbouwstokerijen veel tegenkanting ontmoet. 't Is erbarmelijk om zien met welke haast er gedaan mede te maken, de landbouwstokerij, welke men zes jaar geleden eene zoo schitterende lotsbestemming voorspelde, thans wordt verlaagd. Was het zes jaar geleden niet zoo zonneklaar als thans, dat zoo landbouwstokerijen onbetwistbaar nuttig zijn voor den landbouw, haar invloed niettemin streng wordt beperkt?

Door middel van eene heel eenvoudige berekening kan bewezen worden, dat zoo al de in 1901 voortgebrachte alcohol door samenwerkende genootschappen ware geleverd, er niet meer dan 337 in het land zouden bestaan, en dat, werd hij door persoonlijke stokers geleverd, er slechts 982 zouden zijn; dat tegen 6 hectoliter draf per hectoliter alcohol, de stokerij maar voeder verschafte voor 12,000 tot 13,000 stuks vee op 1,600,000, en slechts van belang is voor een gering gedeelte van het grondgebied: 30,000 tot 32,000 hectaren! Dit alles was toen zoo waar en zoo gemakkelijk te bewijzen als thans.

Zijn eenmaal de landbouwstokerijen ten offer gebracht, welke vraagstukken zullen dan oprijzen met het overwicht der nijverheidsstokerijen? Enerzijds geeft de heer Versteylen een geducht vooruitzicht: de uitbreiding der crisis tot de graanstokers; eene nieuwe ophitsing der voortbrenging door het in 't perk treden van de schadeloos gestelde stokers, vervormd tot nijveraars en gistfabrikanten; eene nieuwe overvoortbrenging in 't verschiet. Dit gaf aanleiding tot een belangwekkend streven vanwege den heer Versteylen, die op weg schijnt naar een monopolie van aankoop en verkoop in 't groot en van overhaling. En zoo de Regeering dan, nadat de landbouwstokerijen zijn opgeofferd, besloot tot het uitbreiden van het thans bestaande stelsel van vergoeding, zouden de nijverheidsstokerijen, die de voortbrenging zouden erven van de schadeloos gestelde landbouwstokerijen, op hare beurt eene vergoeding krijgen wegens die toenemende voortbrenging, welke alsdan tweemaal op de openbare Schatkist zou drukken? In 't voorstel werd die onderstelling niets eens voorzien.

Anderzijds moet de Regeering toelmaatregelen bereiden, ten einde eenen voorzienen *trust* der stokerij te voorkomen. Zullen die maatregelen toegepast worden en toereikend zijn?

Stelt de Regeering ons ook met den aanbieder van het ontwerp nieuwe premiën voor tot bevordering van den invoer van dit vergift, een onwaarschijnlijk denkbeeld in een ontwerp, bestemd om een einde te stellen aan voorrechten?

Hoe is het beginsel zelf van de vergoeding te verdedigen buiten het tot stand brengen van een monopolie? Met den heer Lejeune, — en dat is ook mijn gevoelen, — is het te begrijpen, dat wanneer de Staat een monopolie

inricht. hij den losprijs betaald voor het vervullen van eenen dringenden plicht. terwijl de heer Mesdach de Ter Kiele zonder vergoeding hoegenaamd eene nijverheid vernietigt, die veroordeeld is tot eeuwigdurende onzekerheid, omdat zij eeuwigdurend schadelijk is. Doch hoe zal men met een stelsel als dit van den heer Francotte, *voordeelen* die voortspruiten uit *voorrechten*, omdat zij uit hunnen aard herroepelijk zijn, tot *verworven rechten* maken? Hoe zal de Regeering het hier met haarzelve eens worden, en in 1902 een beginsel rechtvaardigen, dat zij in 1899 zoo gevaarlijk achtte, als zijde een last van 16,000,000 frank voor de Schatkist, zonder dat zelfs iemand, volgens bekentenis der opstellers van de twee nieuwe voorstellen, daarin voldoening aantreft? (18 Juli 1899, *Ann. parl.*, 2045.)

We staan — daarvan houd ik mij treurig overtuigd — op het punt nogmaals een hoogst onvolmaakt en noodlottigerwijs onsamenhangend werk te verrichten dat nieuwe moeilijkheden voorbereidt. Daarom verzet ik mij krachtig tegen alle overhaaste bespreking. Ik verlang, dat over het vraagstuk van den alcohol, in het drievoudig zedelijk en maatschappelijk, fiscaal, nijverheids-landbouwkundig opzicht, een gezamenlijk en grondig debat worde gevoerd bij den aanvang van den toekomenden zittijd; dat tot dan toe alle beginselen onaangeraakt blijven en dat alle reeds aan verschillende commissiën overgemaakte voorstellen, of die nog gedaan zouden worden, voorbehouden blijven tot eene zelfde gezamenlijke beraadslaging. Kunnen er op dit oogenblik vrijwarende maatregelen worden genomen, die alle beginselen onaangeroerd laten, men onderzoekte ze met onpartijdigheid en billijkheid.

H. DENIS.
